

envoyé l'urgent message que voici au ministre de la Justice:

Saint-Jean est presque sans police parce qu'il a été nécessaire de dépêcher tous les agents formés vers le centre de la province de Terre-Neuve où une crise existe qui est susceptible d'éclater en de nouvelles explosions de violence. Cela s'est produit parce que vous n'avez pas respecté les conditions de votre contrat avec le gouvernement de Terre-Neuve selon lesquelles vous deviez fournir des renforts à la Gendarmerie royale du Canada qui est seule responsable du maintien de l'ordre à l'extérieur de Saint-Jean. Encore cet après-midi, les nouvelles nous apprennent que la situation n'est pas brillante à Grand-Falls.

Ayant appris avec consternation que le conseil d'évangélisme et de service social de notre Église à Toronto vous a demandé de vous abstenir d'envoyer des renforts à la Gendarmerie royale du Canada dans notre province, le conseil des directeurs de la conférence terreneuvienne de la *United Church* se réunit maintenant d'urgence et condamne cette attitude adoptée par le conseil en question sans connaître complètement la situation et sans être au courant de vos obligations à l'égard de Terre-Neuve et cela, sans consulter la conférence terreneuvienne de la *United Church of Canada*, quant aux faits, et demande avec instance au procureur général de Terre-Neuve que des renforts de police suffisants soient dépêchés afin de maintenir l'ordre public attendu que, selon les nouvelles, les hommes seraient disponibles mais seraient empêchés de venir sur vos instructions.

Cette demande énergique est venue du révérend Albert N. Holmes, président de la conférence terreneuvienne de la *United Church of Canada*. J'ai un autre message propre à illustrer la gravité de la situation. Le télégramme suivant a été envoyé par Son Honneur le maire H. G. Mews de Saint-Jean au ministre de la Justice:

On m'apprend officiellement qu'au moins la moitié du corps de police requis pour les services normaux à Saint-Jean a été dépêchée au centre de Terre-Neuve pour aider la Gendarmerie royale du Canada à faire respecter l'ordre public en attendant l'arrivée de renforts de Gendarmerie.

Dans les circonstances, je me vois forcé de demander que des renforts de Gendarmerie soient immédiatement envoyés au centre de Terre-Neuve afin que les services normaux de police puissent être rétablis à Saint-Jean.

Nous avons entendu des appels à l'aide de l'église et du conseil provincial. Voyons maintenant quelques brèves paroles d'un ouvrier de Terre-Neuve:

Je ne suis pas un libéral obstiné non plus qu'un conservateur-progressiste, mais un citoyen ordinaire à l'esprit ouvert qui n'a pas d'intérêts personnels à servir et qui se donne toujours un temps de réflexion avant d'exercer son droit de vote.

Le refus du gouvernement fédéral qui n'a pas consenti à envoyer les renforts de Gendarmerie demandés par le premier ministre de Terre-Neuve, joint à l'attaque dirigée par le premier ministre Diefenbaker contre M. Smallwood, son gouvernement et l'opposition ont profondément choqué beaucoup d'entre nous. M. Diefenbaker ne s'est certainement pas fait d'amis à Terre-Neuve par ses récentes déclarations.

Je vous lis maintenant des extraits d'une lettre écrite par une ménagère:

Nous revenons des funérailles de l'agent William Moss. A Terre-Neuve, la population est remplie de tristesse et de colère et elle est dégoûtée de ses représentants au sein du gouvernement fédéral et de la presse continentale. Vous avez certainement dû vous rendre compte combien le premier ministre avait raison, puisque l'opposition s'est montrée tout à fait d'accord avec lui. Vous devez certainement avoir compris que les membres de l'opposition partageaient l'avis de cet homme, parce qu'ils s'intéressaient à Terre-Neuve.

Nous sommes un peuple modeste à Terre-Neuve, vivant en paix avec nos voisins; la vie dans nos petites villes et nos villages est étroitement reliée à l'activité de l'église. Voici maintenant que ces journalistes venus du continent ont rapporté que deux ministres du culte, un anglican et un catholique, avaient refusé de les héberger.

Espérons que lundi vous serez tous unis à la Chambre et que vous condamnerez l'attitude du gouvernement fédéral qui a refusé d'envoyer des renforts à la Gendarmerie royale; que vous condamnerez les journalistes venus de l'extérieur pour les mensonges qu'ils racontent; que vous vous engagerez enfin à appuyer le gouvernement de Terre-Neuve en ce qui concerne les dispositions qu'il a prises. Qu'il ne soit jamais dit que vous avez aidé à éteindre la faible flamme qui brillait à Terre-Neuve et que vous avez renié vos propres concitoyens. Si vous êtes tenté de choisir la voie facile et de ne rien dire, rappelez-vous les traits d'adolescent d'une recrue de la Gendarmerie.

Je crois m'être exprimée en termes assez énergiques, mais je ne suis qu'une des femmes qui pensent ainsi et il y en a des milliers d'autres qui partagent la même opinion. Les femmes sont révoltées et très mécontentes. Je n'ai pas toujours approuvé le premier ministre, mais maintenant il a tout mon appui, ainsi que celui de la grande majorité des Terre-Neuviens.

Qu'est-il vraiment arrivé lorsque le ministre a refusé d'envoyer des renforts? On a dû envoyer des policiers quand même et qui en a souffert? Non seulement le secteur directement en cause, mais aussi la ville de St-Jean et la région avoisinante. Des renforts ont été envoyés de St-Jean à la suite du refus du ministre de la Justice, qui a assumé l'entière responsabilité de cette décision.

Le ministre a dit hier que s'il ne s'était pas produit d'autres actes de violence, c'était parce que des renforts n'avaient pas été envoyés. Le ministre s'est servi de cet argument pour démontrer combien était judicieuse sa décision de ne pas envoyer de renforts. Il est vrai, monsieur le Président, que l'agitation ne s'est pas aggravée, mais il n'est pas vrai que cet heureux résultat provient de ce que la Gendarmerie royale de la région centrale de Terre-Neuve n'a pas été renforcée, car elle l'a été.

Des membres de la police de Terre-Neuve ont été dépêchés vers le théâtre des actes de violence et une aide supplémentaire a été fournie par des anciens combattants. La situation était telle que cela s'imposait, mais la ville de St-Jean a été presque dépourvue de toute protection policière.